

DÉBAT À L'APN DU RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE D'ALGÉRIE POUR 2014

Laksaci pris à partie par les députés

Le débat sur le rapport annuel de la Banque d'Algérie sur le développement économique et monétaire de 2014, hier à l'APN, s'est transformé en un procès d'intention contre le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, accusé par les députés d'être à l'origine du mal qui ronge le pays depuis que les prix du pétrole ont chuté de 50% en une année avec ses incidences sur la santé financière et économique du pays.

Younès Djama - Alger

(Le Soir) - Réduction drastique des réserves de change, dévaluation du dinar, déficit de la balance des paiements, allocation touristique, bureau de change, etc., tout était prétexte pour attaquer de front celui qui a eu, à en croire certains députés, la mauvaise idée de venir «seul» à l'hémicycle pour présenter un rapport de conjoncture par ailleurs jugé «dépassé» vu qu'entre 2014 et 2016, les données ont radicalement changé et la situation est autrement plus grave.

Les interventions des députés ont été d'une rare violence frisant parfois l'indécence. L'un des premiers députés à ouvrir, si l'on ose dire, les hostilités contre le gouverneur de la Banque d'Algérie, en l'absence, pour rappel, des principaux ministres

concernés par l'objet des griefs, a été le député du FJD (Font pour la justice et le développement), Hacène Aribi, qui attaque Laksaci d'emblée sur la question des transferts illégaux de la devise.

«Nous suivons avec beaucoup d'intérêt ce que publie la presse nationale et internationale en matière de transferts illicites de l'argent vers l'étranger, par le fait de ces hommes d'affaires et autres ministres de la République, et même des chefs de partis politiques, qui se permettent le luxe d'acheter en monnaies sonnantes et trébuchantes et à coups de millions d'euros des résidences et des hôtels à l'étranger», a ainsi déclaré Aribi, qui cite l'exemple d'un homme d'affaires algérien qui a acheté un luxueux hôtel en Espagne

pour 80 millions d'euros, soit l'équivalent de la masse monétaire en circulation (illégalement) sur la «bourse» de la devise du square Port-Saïd, une masse estimée par le député du FJD à 1 550 milliards de centimes (en monnaie nationale).

Son compère Lakhdar Benkhelaf a, lui, choisi l'angle de l'inutilité de la présentation d'un rapport élaboré au courant du premier semestre 2015 «dès lors qu'aujourd'hui tous les chiffres sont dépassés». De plus, le député islamiste souligne l'absence lors de cette présentation du rapport de la BA, des ministres censés, selon lui, écouter les doléances des députés et, pourquoi pas, leur trouver des solutions sur le terrain.

L'élue a rappelé avoir maintes fois appelé à ce que le rapport de la BA soit associé au débat sur la loi de finances avant son adoption conformément à la loi 17/84 relative aux documents devant nécessairement accompagner le texte de la loi de finances. De nombreux députés parmi la soixantaine d'interventions programmées pour la journée d'hier, ont relevé l'inutilité d'un rapport dont les chiffres sont «dépassés» et qui ne reflètent pas la réalité de la



Mohamed Laksaci, gouverneur de la Banque d'Algérie.

conjoncture actuelle marquée par une forte contraction des revenus du pays et d'un glissement sans précédent face aux principales monnaies d'échange.

Ce fut ensuite au tour du député du Front de libération nationale (FLN), Slimane Sadaoui, de prendre la défense de Laksaci, tout en lui reprochant tout de même d'assumer des responsabilités qui normalement devaient être celles des ministres des Finances, de l'Industrie et de

l'Energie. «Vous n'auriez jamais dû accepter de venir seul ici à l'hémicycle. On veut vous limoger, sinon comment expliquer qu'aucun ministre n'est venu ?» reproche-t-il à Laksaci.

Pour rappel, le gouverneur de la BA s'est contenté de relire le rapport déjà rendu public il y a quelque temps déjà sur la baisse des cours du pétrole dès juin 2014 avec toutes les incidences que l'on connaît sur l'économie du pays.

Y. D.

SON P-DG CATÉGORIQUE :

«Aucune privatisation d'Air Algérie n'est envisagée»

En visite à Oran, pour s'enquérir des avancées des travaux de la nouvelle aérogare d'Oran, le P-dg d'Air Algérie a donné une conférence de presse, dans la journée d'hier pour revenir sur la situation de la compagnie aérienne nationale, souvent critiquée.

Ainsi le patron d'Air Algérie, M. A. Bouderbala dira tout d'abord, en réponse à une question qui lui a été posée, que la perspective ou l'idée même d'une privatisation de la compagnie n'était pas du tout à l'ordre du jour. Néanmoins les enjeux d'Air Algérie, expliquera-t-il encore, sont importants avec cette exigence pour «la compagnie de s'élever au niveau des standards internationaux», d'autant que la concurren-



Bouderbala, P-dg d'Air Algérie.

ce est bien là avec la présence de 11 autres compagnies étrangères. Pour améliorer la qualité des prestations et par là même

répondre aux doléances des clients, Bouderbala inscrit dans ce cadre les efforts qui vont être faits en matière de formation et de mise à niveau du personnel de la compagnie.

La question des retards toujours décriés a aussi été mise en relief avec les exigences de procédures de contrôle pour des raisons de sécurité évidente, mais pas seulement, puisqu'il faut tenir compte aussi du manque de moyens dans certains aéroports.

Sur la sécurité, le P-dg d'Air Algérie dira que lors des attentats de Bruxelles, aucun vol algérien n'était prévu dans la journée d'hier. Par ailleurs, l'acquisition de nouveaux appareils, 8 très prochainement, permettra le rajeunissement de la flotte qui aura désormais des appareils ayant 4 ans d'exploitation. Ce sont en tout 60 appareils qui, d'ici le

mois de septembre prochain, voleront sous le pavillon de la compagnie nationale.

Autre programme important pour Air Algérie, la création de 5 filiales, qui devront élargir le champ d'action de la compagnie et diversifier ses ressources. Parmi ces 5 filiales, Bouderbala évoquera le Fret-cargo, le Handling et Services, le Catering et la maintenance.

Fayçal M.

APRÈS LE RETRAIT DU PERSONNEL DE BP ET STATOIL
DU SITE DE KRECHBA

Sonatrach rassure

La Sonatrach a dû réagir, à travers une communiqué de presse rendu public hier après-midi, au sujet du retrait du personnel des entreprises pétrolières Statoil et BP des champs gaziers de Krechba (El Goléa) et Tiguentourine (In Amenas). Les deux entreprises étrangères justifiaient ce retrait par la tentative d'attentat au habhab contre le complexe gazier de Tiguentourine.

Dans son communiqué, la direction de Sonatrach affirmait que «le personnel de Sonatrach continuera à assurer la production et l'exploitation des installations selon les procédures en vigueur sur le site», souligne un communiqué du groupe pétrolier. «La production a même augmenté à 19,5 millions de m³/jour sur Krechba à In Salah contre 18 millions de m³/jour avant l'incident.» Cette explication concerne le complexe de In Salah.

S'agissant du complexe de Tiguentourine, la Sonatrach explique : «Après la tentative

d'attentat qui n'a pas causé d'impact sur l'intégrité des personnes et des installations d'exploitation, la production avait été suspendue momentanément par le personnel de Sonatrach, conformément à la procédure d'urgence pour mettre l'usine à l'arrêt et en décompression de façon à éviter tout risque. Les plus hauts responsables de Sonatrach et les autorités étaient présents le jour même sur le site, pour s'assurer des conditions sécuritaires et techniques sur place. Sonatrach a partagé toutes les informations dont elle disposait avec ses partenaires»,



Amine Mazouzi, P-dg de Sonatrach.

insiste l'entreprise qui a précisé qu'elle accorde la plus haute importance à la sécurité de l'ensemble du personnel et l'intégrité des installations. Elle a donc décidé de redémarrer l'usine.

«Après avoir constaté que les conditions sécuritaires et techniques étaient réunies et assurées, Sonatrach a décidé

de rouvrir les puits et remettre l'usine en exploitation le jour de l'incident, à minuit. Cette reprise, qui s'est effectuée d'une manière graduelle par le personnel du groupe public, a permis d'atteindre les niveaux de production ciblés», conclut le communiqué de Sonatrach.

Abachi L.

HYDROCARBURES
Nouvelle découverte
de Sonatrach

La société nationale pour la recherche, la production, le transport et la commercialisation des hydrocarbures, — Sonatrach — vient de rendre public un communiqué de presse pour annoncer un nouveau succès avec deux de ses partenaires internationaux.

Dans ce communiqué, Sonatrach affirme avoir réalisé avec succès le forage de Rhourde Ez Zita (REZ-1 bis) qui a été, rappelle-t-on, réalisé en partenariat avec PTTEP (Thaïlande) et CNOOC (Chine). Dans ce communiqué rendu public le même jour qu'un autre communiqué dans lequel l'entreprise algérienne affirmait poursuivre la production des camps de Krechba (El Goléa) et Tiguentourine (In Salah), et ce malgré le retrait des personnels de deux entreprises Statoil et BP.

«Le puits REZ-1 bis, qui a atteint la profondeur finale de 4 037 mètres, a produit 40,7 m³/h d'huile à partir du réservoir Trias argileux gréseux inférieur (TAGI) et 2m³/h d'huile à partir du Réservoir ordovicien. Ce forage souscrit au titre de la campagne de forage de la 3^e phase de recherche du contrat Hassi Bir Rekaiz.»

Pour Sonatrach, les résultats de ce puits rajoutés à ceux déjà enregistrés durant la campagne de forage d'exploration, qui a commencé fin 2011, viennent de confirmer le potentiel important du périmètre Hassi Bir Rekaiz. Il y a lieu de noter que dans ce partenariat à trois, Sonatrach détient 51%, CNOOC, 24,5% et PTTEP 24,5%.

A. L.